



Mo Ibrahim
FOUNDATION

Le progrès de la gouvernance en Afrique au cours des dix dernières années est freiné par la détérioration enregistrée en matière de sécurité et état de droit, selon la Fondation Mo Ibrahim

Près des deux tiers des citoyens africains vivent dans un pays où sécurité et état de droit se sont dégradés au cours des dix dernières années

Londres, le 3 octobre 2016 – Le dernier Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG), publié aujourd’hui par la Fondation Mo Ibrahim, indique qu’une dégradation assez largement répandue dans la catégorie *Sécurité et État de Droit* a freiné l’amélioration de la gouvernance globale en Afrique au cours des dix dernières années.

La dixième édition de l’IIAG, l’analyse la plus complète sur l’état de la gouvernance en Afrique réalisée à ce jour, évalue, à partir de 95 indicateurs issus de 34 sources indépendantes, l’évolution de la gouvernance dans chacun des 54 pays du continent africain au cours de la décennie 2006-2015. Pour la première fois cette année, l’IIAG inclut les résultats d’enquêtes d’opinions publiques menées sur le terrain par Afrobaromètre. Celles-ci permettent de mesurer la perception des citoyens africains sur la gouvernance de leur propre pays, apportant ainsi un éclairage complémentaire précieux aux résultats fournis par les évaluations d’experts et les données officielles.

Au cours de la dernière décennie, la gouvernance globale sur le continent a progressé en moyenne d’un point, avec 37 pays – correspondant à 70 % de la population du continent – ayant enregistré une amélioration. Cette tendance générale est essentiellement tirée par la progression marquée des catégories *Développement Humain et Participation et Droits de l’Homme*. La catégorie *Développement Économique Durable* a également enregistré une amélioration, mais à un rythme plus lent.

Cette tendance positive contraste néanmoins avec la baisse importante et préoccupante observée dans la catégorie *Sécurité et État de Droit*. 33 des 54 pays du continent – soit presque les deux tiers de la population du continent – enregistrent un recul dans cette catégorie depuis 2006, particulièrement net pour 15 d’entre eux.

Ce glissement préoccupant s’est aggravé récemment, près de la moitié des pays du continent enregistrant leur plus mauvais score dans cette catégorie depuis trois ans. Ces résultats sont dus à une dégradation significative des composantes *Sécurité individuelle* et *Sécurité nationale*, tandis que la composante *Redevabilité* est désormais celle qui enregistre le score le plus faible de tout l’Indice. Tous les pays, sans exception, qui ont vu leur score se dégrader en matière de *Gouvernance globale* ont enregistré un recul en matière de *Sécurité et État de Droit*.

L’amélioration enregistrée dans la catégorie *Participation et Droits de l’Homme*, observée dans 37 pays du continent, est tirée par la progression des sous-catégories *Parité et Participation*. Toutefois, un très léger recul est observé au niveau de la sous-catégorie *Droits*, avec quelques tendances préoccupantes, pour certains pays, concernant les indicateurs relatifs à l’espace accordé à la société civile.

Si, en moyenne, la catégorie *Développement Économique Durable* est celle qui enregistre à la fois le score le plus faible en 2015 et l’amélioration la plus lente sur la décennie, 38 pays, représentant 73 % du PIB du continent, ont enregistré une progression au cours de la dernière décennie. Le progrès le plus important a été réalisé dans la sous-catégorie *Infrastructures*, notamment tiré par la progression considérable de l’indicateur *Infrastructures numériques et des TI*, en tête des 95 indicateurs de l’IIAG. Il convient toutefois de noter que le score moyen atteint en fin de période en matière d’*Infrastructures* demeure faible, et que l’indicateur *Infrastructures électriques* enregistre une baisse potentiellement préoccupante dans 19 pays, soit pour 40 % de la population du continent.

La catégorie *Développement Humain* est celle qui obtient les meilleurs résultats, avec le meilleur score en fin de période et la progression la plus forte au cours des dix dernières années. 43 pays – soit 87 % des citoyens africains – ont enregistré une progression. Toutes les dimensions – *Enseignement, Santé et Protection sociale* – ont progressé, bien que les améliorations enregistrées dans la sous-catégorie *Protection sociale* soient affectées par la détérioration des indicateurs *Exclusion sociale* et *Priorités de réduction de la pauvreté*.

Mo Ibrahim, président de la Fondation Mo Ibrahim, déclare :

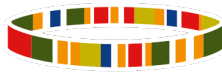
« L’amélioration de la gouvernance globale en Afrique au cours de la dernière décennie reflète une tendance positive dans une majorité de pays et pour plus des deux tiers des citoyens du continent. Mais aucun succès, aucun progrès ne peuvent s’inscrire dans la durée sans un engagement et des efforts permanents. Comme le montre notre Indice, la détérioration observée en matière de sécurité et d’état de droit est le plus grand défi auquel le continent est aujourd’hui confronté. Une gouvernance solide et un leadership avisé sont essentiels pour pouvoir relever ce défi, maintenir les progrès récemment accomplis et confirmer le potentiel considérable du continent. »



Mo Ibrahim
FOUNDATION

Résultats de l'IIAG 2016 :

- Au cours de la dernière décennie, le score moyen du continent en matière de *Gouvernance globale* a progressé d'un point.
- Depuis 2006, 37 pays – où vivent 70 % des citoyens africains – ont enregistré une amélioration de leur *Gouvernance globale*.
- La Côte d'Ivoire enregistre la plus forte progression au niveau de la *Gouvernance globale* au cours de la dernière décennie (+13,1 points), suivie par le Togo (+9,7 points), le Zimbabwe (+9,7 points), le Libéria (+8,7 points) et le Rwanda (+8,4 points).
- Même si le Ghana et l'Afrique du Sud continuent de figurer parmi les dix premiers pays du classement en termes de *Gouvernance globale* en 2015, ils occupent également le huitième et dixième rang des pays ayant le plus reculé au cours de la dernière décennie.
- Au niveau de la *Gouvernance globale*, les trois pays en tête du classement en 2015 sont Maurice, Cabo Verde et le Botswana et les trois pays ayant enregistré les plus fortes progressions au cours de la dernière décennie sont la Côte d'Ivoire, le Togo et le Zimbabwe.
- La catégorie *Sécurité et État de Droit* est la seule de l'Indice ayant enregistré une tendance négative au cours de la dernière décennie, avec une baisse de -2,8 points en dix ans.
- En 2015, près des deux tiers des citoyens africains vivent dans un pays où l'indicateur *Sécurité et État de Droit* s'est détérioré au cours des dix dernières années.
- *Redevabilité* affiche le score le plus faible (35,1) des 14 sous-catégories en 2015.
- Le score moyen du continent pour l'indicateur *Corruption et Bureaucratie* a reculé de -8,7 points au cours de la dernière décennie, avec 33 pays ayant enregistré une dégradation, dont 24 atteignant en 2015 leur plus mauvais score de la décennie.
- Une grande majorité (78 %) des citoyens africains vivent dans un pays où les résultats enregistrés en matière de *Participation et les Droits de l'Homme* se sont améliorés au cours de la dernière décennie.
- Les progrès observés dans la catégorie *Participation et Droits de l'Homme* (+2,4 points) au cours des dix dernières années sont tirés par les résultats enregistrés en matière de *Parité* (+4,3 points) et de *Participation* (+3,0 points), tandis que *Droits* (-0,2 points) enregistre un déclin marginal.
- Six des dix pays les plus performants dans la catégorie *Droits* ont enregistré un déclin au cours des dix dernières années.
- Les deux tiers des pays du continent – soit 67 % de la population africaine – ont enregistré une détérioration en matière de *Liberté d'expression* au cours des dix dernières années. Onze pays, représentant plus d'un quart (27 %) de la population du continent, ont régressé pour trois indicateurs relatifs à la société civile – *Participation de la société civile*, *Liberté d'Expression* et *Liberté d'association et de réunion* – au cours de la dernière décennie.
- En 2015, plus des deux tiers des citoyens africains (70 %) vivent dans un pays où la catégorie *Développement Économique Durable* a progressé au cours des dix dernières années.
- L'indicateur *Infrastructures numériques et des TI* est celui ayant enregistré la plus forte progression (sur 95) de l'IIAG au cours de la dernière décennie.
- L'indicateur *Diversification* s'est dégradé au cours des dix dernières années, et est l'indicateur le moins performant de tout l'IIAG en 2015.
- 40 % de la population du continent vit dans un pays dont les résultats en matière de *Infrastructures électriques* se sont dégradés au cours de la dernière décennie, une situation qui affecte plus de la moitié de l'économie africaine.
- Le léger recul de -0,8 point enregistré en moyenne au cours de la dernière décennie dans la sous-catégorie *Environnement des entreprises* masque des tendances très divergentes selon les pays, avec 24 pays en recul (dont cinq pour plus de 10 points), et 28 en progression (dont cinq pour plus de 10 points).
- Le Niger, le Rwanda, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Kenya ont progressé de plus de 10 points dans la sous-catégorie *Environnement des entreprises* au cours de la dernière décennie.
- Quarante-trois pays, où vivent plus des quatre cinquièmes (87 %) de la population africaine, ont enregistré une progression dans la catégorie *Développement Humain* au cours de la dernière décennie, avec le Rwanda, l'Éthiopie, l'Angola et le Togo progressant de plus de 10 points au cours de la dernière décennie.
- Tous les 54 pays couverts par l'IIAG ont enregistré une progression en matière de *Mortalité infantile* au cours de la dernière décennie.
- Au cours des dix dernières années, l'indicateur *Pauvreté* a progressé de +7,2 points pour la moyenne continentale ; avec 29 pays – soit 67 % de la population africaine – enregistrant une amélioration.
- Néanmoins, l'indicateur *Priorités de réduction de la pauvreté* enregistre un déclin de -1,3 point ; avec 23 pays – où vivent 45 % de la population africaine – en recul.



Mo Ibrahim
FOUNDATION

Notes aux rédacteurs :

- *Les données de l'IIAG 2016 disponibles en ligne couvrent 16 ans de données allant de 2000 à 2015.*
- *Le rapport IIAG 2016 analyse les tendances de la dernière décennie pour la période 2006-2015.*
- *Tous les scores indiqués dans l'IIAG sont sur 100,0 ; 100,0 étant le meilleur score possible.*
- *L'IIAG 2016 porte sur 54 pays africains. Le Soudan et le Soudan du Sud ont été inclus pour la première fois dans l'IIAG de 2015. Aucune donnée concernant le Soudan du Sud n'est disponible pour la période qui précède la sécession en 2011.*
- *Les données de l'IIAG sont affinées chaque année, sur une base méthodologique ou selon l'inclusion ou l'exclusion d'indicateurs donnés. La totalité de l'ensemble de données de l'IIAG est révisée rétrospectivement chaque année, conformément aux meilleures pratiques. Toute comparaison entre années doit donc être entièrement réalisée sur la base de l'ensemble de données de l'IIAG de 2016.*
- *Visitez mo.ibrahim.foundation/iiag pour plus d'informations.*
- *Vous pouvez suivre la Fondation Mo Ibrahim Foundation sur Twitter, @Mo_IbrahimFdn, ou sur sa page Facebook <https://www.facebook.com/MoIbrahimFoundation> et Instagram ([@moibrahimfoundation](https://www.instagram.com/moibrahimfoundation)). Pour suivre les discussions concernant l'IIAG 2016, utiliser le hashtag #IIAG.*

Contacts

- Sophie Masipa, masipa.s@moibrahimfoundation.org, +44 (0) 207 535 5067
- Yasmin Kamel, yasmin.kamel@portland-communications.com, +44 (0) 777 2614 741